

► **The macroeconomic impact of labour liberalization and policies in MENA countries** / Forum Euro-méditerranéen des Instituts des Sciences Economiques (FEMISE), 2012

Source: <http://www.femise.org/PDF/ci2010/FEM34-06.pdf>

Tags : Economie | Macroéconomie | Migration | Libéralisation du travail | MENA |

Les migrations mondiales sont un phénomène séculaire qui ne cesse de s'accroître avec la mondialisation de l'économie, alimentant de ce fait une croissance continue des flux de populations.

La présente étude, élaborée par le Forum Euro-méditerranéen des Instituts des Sciences Economiques (FEMISE), analyse de manière à la fois théorique et empirique l'impact potentiel des migrations internationales sur l'économie mondiale.

L'étude a montré que le PIB mondial a connu un gain substantiel, estimé à 56 millions USD en 2011, grâce à la libéralisation du travail notamment dans les pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord (MENA). Ce gain est dû, également, à l'accélération du phénomène migratoire sous l'effet du printemps arabe qui s'est accompagné de flux massifs en provenance de la Tunisie et de l'Egypte, essentiellement vers l'Europe. L'étude a souligné la nécessité pour les Etats européens de recourir aux migrants originaires de la région MENA afin de combler leur déficit démographique qui pourrait s'amplifier dans les prochaines décennies.

L'étude souligne, également, que les niveaux de productivité des pays d'accueil notamment européens est fortement stimulée par cette migration et

ce, même quand il s'agit d'ouvriers ou d'employés non qualifiés. Les impacts négatifs des flux migratoires constatés sur les travailleurs locaux demeurent négligeables : l'augmentation de 1% du nombre d'immigrés entraîne une diminution de salaire estimée à seulement 0,1% pour les nationaux. Sachant, qu'un employé européen gagne en termes de rémunération en moyenne quatre à huit fois plus qu'un employé ressortissant de la région MENA.

Le Maroc, à l'instar d'autres pays de la région MENA, exportateurs de mains d'œuvre, bénéficie également de cette migration. Les retombées socio-économiques sont indéniables, comme en témoignent l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires des transferts de fonds, la dynamisation du marché foncier et immobilier, l'accélération du processus d'urbanisation et son effet multiplicateur sur les autres secteurs de l'économie. Toutefois, les transferts de capitaux et de connaissance ne compensent pas forcément le phénomène de fuite des cerveaux, qui pourrait à terme grever le potentiel de développement des pays.